

CES/SEM.52/12\*  
7 December 2003

FRANCAIS

**COMMISSION DE STATISTIQUE et  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**CONFERENCE DES STATISTICIANS  
EUROPEENS**

**INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION  
UNION (ITU)**

**ORGANISATION DE COOPERATION ET DE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

**CONFERENCE DES NATIONS  
UNIES SUR LE COMMERCE ET  
LE DEVELOPPEMENT (CNUCED)**

**INSTITUT DE STATISTIQUE DE  
L'UNESCO (ISU)**

**OFFICE STATISTIQUE DES  
COMMUNAUTES EUROPEENNES  
(Eurostat)**

**CEE-ONU/CNUCED/UNESCO/UIT/OCDE/Eurostat : ATELIER CONJOINT DE  
STATISTIQUE SUR LE SUIVI DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION :  
DONNEES, MESURES ET METHODES  
(Genève, 8 et 9 décembre 2003)**

**Atelier organisé en parallèle au Sommet mondial sur la société de l'information**

**TIC, ECONOMIE ET SOCIETE – PROBLEMES DE MESURE ET D'ANALYSE\***

Document présenté par

Mr. John Dryden, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

---

\* Version française placée sur Internet telle que soumise par OCDE.

## **TIC, ECONOMIE ET SOCIETE – PROBLEMES DE MESURE ET D'ANALYSE**

John Dryden<sup>1</sup>

Organisation de coopération et de développement économiques

### **Synthèse**

Depuis plus de 25 ans, l'OCDE est un forum de débats sur les politiques relatives à la société de l'information qui produit des lignes directrices et des recommandations dans des domaines tels que la confidentialité des données personnelles, la sécurité informatique, la cryptographie, la réforme de la réglementation des communications et, plus récemment, la protection des consommateurs connectés, l'administration électronique et l'imposition du commerce électronique. En général, ces travaux ont été menés sans l'apport de mesures statistiques. Mais les performances économiques d'un certain nombre de pays Membres de l'OCDE, au cours de l'expansion des années quatre-vingt-dix et du ralentissement consécutif, soulignent le caractère de plus en plus intrinsèquement économique des enjeux de l'action publique soulevés par la société de l'information, c'est-à-dire l'impact des TIC sur la productivité, le taux de croissance, l'inflation, les marchés du travail, etc. La nécessité de données et d'analyses statistiques rigoureuses n'en est devenue que plus urgente. Le présent document détaille les récents efforts déployés par les services statistiques nationaux pour améliorer la situation, qui ont permis aux chercheurs de mieux comprendre les répercussions économiques des TIC et d'applications telles que le commerce électronique, et de proposer aux pouvoirs publics différentes recommandations d'action visant à exploiter au mieux le potentiel économique de ces technologies. Il est cependant clair que ce chantier n'en est qu'à ses balbutiements. Notre présentation se terminera par un inventaire des grandes orientations nécessitant de nouveaux efforts dans le domaine de la statistique.

---

1. Directeur adjoint de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie. Le présent document s'inspire largement des travaux menés au sein de la Division des analyses économiques et des statistiques, mais n'engage que son auteur et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'OCDE ou de ses pays Membres.

## Introduction

1. C'est en 1982, avec la création du Comité PIIC (Comité des politiques de l'information, de l'informatique et des communications), que l'OCDE a commencé à systématiquement prendre en compte les défis posés par la société de l'information et les technologies de l'information et des communications (TIC). Au cours des deux décennies suivantes, ce groupe a joué le rôle d'un forum où les pays Membres de l'Organisation ont pu se rencontrer pour analyser et examiner les grands enjeux de l'action publique, élaborer des recommandations d'actions pratiques exemplaires dans des domaines tels que la libéralisation des télécommunications, et formuler des lignes directrices assurant un certain degré de coordination et de cohérence des politiques nationales qui sont aussi intrinsèquement internationales. Ces efforts ont été relativement circonscrits à l'actualisation ou la modification de cadres réglementaires existants, dans le but de prendre en compte les défis posés par les nouvelles technologies. Ils ont été largement menés sans l'apport de la moindre analyse statistique. À cette époque, les travaux statistiques étaient axés sur l'offre de TIC, et les données utilisées étaient extraites essentiellement de sources du secteur privé. Les premières tentatives de mise au point de données comparables sur la société de l'information à partir de sources officielles ont échoué : rétrospectivement, il semble que ces efforts de l'OCDE aient été tout simplement prématurés.

2. Avec l'émergence de l'Internet moderne au milieu des années quatre-vingt-dix, la société de l'information a vu son importance connaître un début de large reconnaissance, et a vite exigé l'implication au plus haut niveau des pouvoirs publics. Si ces derniers ont continué à s'intéresser à des questions de nature réglementaire telles que le respect de la vie privée en ligne ou la protection du consommateur, l'importance des TIC en tant que facteur économique a bénéficié d'une attention accrue. On s'en aperçoit aisément, à l'OCDE, par la série de conférences à haut niveau qui a débuté en 1996 et s'est poursuivie jusqu'à la réunion ministérielle annuelle de 2003. Alors que le cœur des débats basculait dans la sphère économique, le besoin de données sur la société de l'information se prêtant à des comparaisons internationales est apparu et est devenu prioritaire. Le présent document décrit la nature des actions publiques débattues et des travaux statistiques entrepris pour contribuer à les mener. Il se conclut par la présentation de quelques-uns des défis auxquels les pouvoirs publics et les statisticiens risquent fort d'être confrontés à l'avenir.

## Mesurer l'infrastructure des TIC

3. En 1996, les Ministres réunis à l'OCDE ont adopté les conclusions et recommandations d'un rapport sur l'infrastructure et la société mondiales de l'information appelant entre autres à la mise en place de mesures de sauvegarde de la concurrence en matière d'accès aux infrastructures de réseau. Constatant le besoin de données permettant d'analyser le développement et l'usage des « autoroutes de l'information », les Ministres ont recommandé la création d'un nouveau groupe de travail dédié au « ...développe[ment] de nouveaux indicateurs permettant d'identifier, d'évaluer et de suivre la mise en place de la société mondiale de l'information. » Ils ont en particulier noté que « l'absence de données détaillées compatibles au plan international [pouvait] constituer un sérieux handicap dans une économie mondiale en évolution rapide et de plus en plus fondée sur la connaissance. » De plus, « ...il convient d'élaborer, tester et diffuser auprès des pays Membres de l'OCDE un cadre commun d'indicateurs et de définitions normalisées, pour mieux appréhender la situation en matière de diffusion et d'utilisation des équipements, d'infrastructures de communications, de services et de contenu. Comme la plupart des efforts ont porté sur les deux premiers, une attention particulière devrait être accordée au troisième élément. »<sup>2</sup>

---

2. OCDE, 1996, « L'infrastructure mondiale de l'information et la société mondiale de l'information » [OCDE/GD(96)93].

4. Ce groupe, dénommé Groupe de travail sur les indicateurs pour la société de l'information (GTISI), a entamé ses travaux en 1997. En tant qu'organe subsidiaire du Comité PIIC, il a toujours mené des travaux étroitement liés aux besoins des pouvoirs publics. Travaux méthodologiques et collecte de données ont dû progresser dans plusieurs domaines à des vitesses différentes, pas à pas et de manière pragmatique.

5. Le GTISI, en coordination avec Eurostat et le Groupe de Voorburg sur les statistiques des services (groupe de travail de la Commission de statistique des Nations Unies), s'est d'abord intéressé à la mise au point d'une définition du secteur des TIC acceptée sur le plan international. En 1998, un ensemble de principes fournissant un socle conceptuel des branches d'activité retenues comme étant des « TIC » a été adopté (voir encadré A). Ces principes ont ensuite été utilisés pour sélectionner des activités industrielles tirées de la Classification internationale type par industrie des Nations Unies (CITI Rév. 3). La CITI Rév. 3 se prêtant mal aux besoins de cette définition et la décision étant prise de n'inclure pour l'instant dans la définition que des branches complètes, différents compromis ont dû être consentis. En outre, la définition est limitée aux branches d'activité qui facilitent, par des moyens électroniques, le traitement, la transmission et l'affichage d'informations ; elle exclut toute industrie créant l'information – ce que l'on appelle les industries de « contenu ». C'est en septembre 1998 que l'OCDE a officiellement approuvé la définition du secteur TIC établie à partir d'une liste de branches d'activités.

#### **Encadré A – Définition du secteur des TIC par l'OCDE**

En 1998, le GTISI a adopté une définition du secteur producteur de TIC reposant sur les classes de la CITI Rév. 3 et les critères ci-après pour le secteur manufacturier et le secteur des services.

En ce qui concerne le secteur *manufacturier*, les produits d'une industrie considérée doivent :

- Être destinés à remplir une fonction de traitement et de communication de l'information, et notamment de transmission et d'affichage.
- Utiliser l'informatique pour détecter, mesurer et/ou enregistrer des phénomènes physiques, ou pour contrôler un processus physique.

En ce qui concerne le secteur des *services*, les produits d'une industrie considérée doivent :

- Être destinés à permettre la fonction de traitement et de communication de l'information par des moyens électroniques.

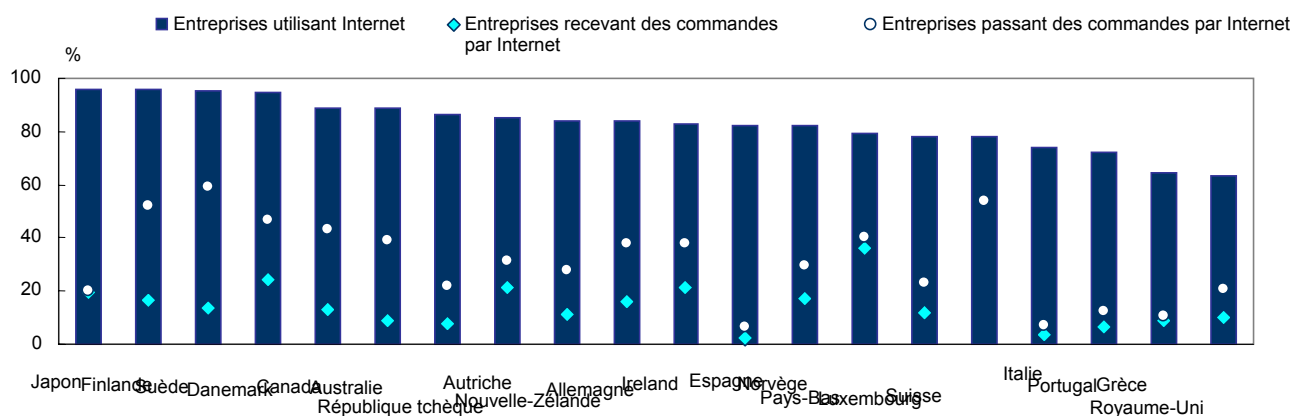
Sur la base de ces critères, le secteur des TIC a été défini comme regroupant les branches d'activité suivantes de la CITI Rév. 3 :

*Activités de fabrication* : 3000 – Fabrication de machines de bureau, de machines comptables et de matériel de traitement de l'information ; 3130 – Fabrication de fils et câbles électriques isolés ; 3210 – Fabrication de tubes et valves électroniques et d'autres composants électroniques ; 3220 – Fabrication d'émetteurs de radio et de télévision, et d'appareils de téléphonie et de télégraphie ; 3230 – Fabrication de récepteurs de télévision et de radio, d'appareils d'enregistrement et de reproduction du son ou de l'image, et articles associés ; 3312 – Fabrication d'instruments et appareils pour la mesure, la vérification, le contrôle, la navigation et d'autres usages, sauf les équipements de contrôle de processus industriels ; 3313 – Fabrication d'équipements de contrôle de processus industriels.

*Activités de services* : 5150 – Commerce de gros de machines, équipements et fournitures (en n'incluant si possible que la vente en gros de biens des TIC) ; 7123 – Location de machines et d'équipements de bureau (y compris les ordinateurs) ; 6420 – Télécommunications ; 72 – Activités informatiques et activités rattachées.

6. Le second axe des travaux d'amélioration de la mesure des TIC a consisté à mettre au point des méthodologies communes d'amélioration de la comparabilité internationale des enquêtes qui mesurent l'usage des TIC chez les particuliers, dans les entreprises et dans les services publics. Les pays scandinaves ont mené les travaux pour les entreprises. Résultat d'une collaboration intensive des trois groupes de travail concernés – le GTISI, le Groupe de Voorburg et Eurostat –, un questionnaire-type de mesure de l'utilisation des TIC dans les entreprises a été présenté en 2000 ; il comporte actuellement cinq modules, à savoir : 1) usage des TIC en général ; 2) usage d'Internet ; 3) commerce sur Internet ; 4) commerce via d'autres réseaux informatisés (par exemple l'EDI) ; et 5) obstacles à l'usage d'Internet et des TIC en général. Le questionnaire-type a donné lieu à un test pilote concluant au Danemark, en Finlande et en Norvège. En 2001, le GTISI l'a adopté et en a recommandé l'emploi sous forme de « noyau » des enquêtes nationales portant sur l'utilisation des TIC dans les entreprises. Les données préliminaires montrent que cette utilisation est proche du seuil de saturation dans de nombreux pays (figure 1), mais que les entreprises sont bien plus enclines à se servir d'Internet pour passer des commandes que pour en recevoir.

Figure 1. **Proportion d'entreprises utilisant Internet pour acheter et vendre, 2002<sup>1</sup>**  
Pourcentage des entreprises comptant au moins 10 salariés



(1) Ou dernière année disponible. Les résultats de l'enquête Eurostat sont issus d'une sélection de secteurs qui varie selon le pays. Les estimations concernant le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni diffèrent légèrement de celles relatives aux autres pays – voir la publication source pour de plus amples détails.

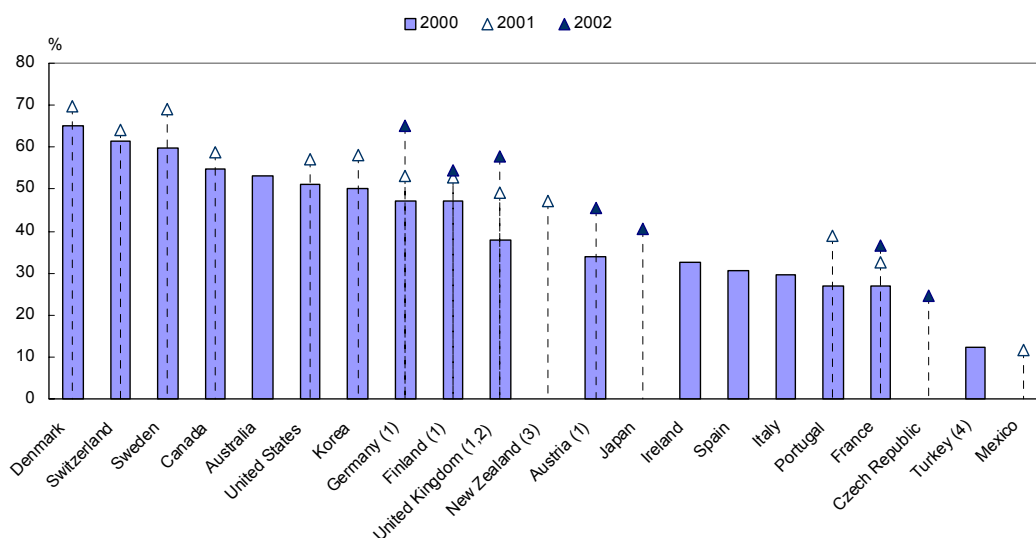
Source : OCDE (2003c), *Science, technologie et industrie – Tableau de bord de l'OCDE*, Paris.

7. L'Australie, les pays scandinaves et le Canada ont étroitement collaboré à une enquête-type sur l'utilisation des TIC dans les ménages, qui a été lancée en 2002. Les données préliminaires montrent que les ménages disposant d'un accès à Internet se répartissent en trois catégories : celle des pays où plus de 40 pour cent ont cet accès, celle des pays où ils ne sont qu'un tiers seulement environ, et celle des pays où ils sont moins d'un cinquième (figure 2).

8. Ces travaux initiaux sur la mesure de l'infrastructure et de l'utilisation des TIC ont fourni un certain nombre d'indications qui ont contribué à clarifier et nuancer les thèmes de réflexion du moment importants pour l'action publique. Par exemple, ils ont montré que l'existence d'écarts dans l'accès à Internet et l'utilisation de ce dernier entre les petites et les grandes entreprises s'expliquait essentiellement non pas par la taille elle-même, mais par la branche d'activité de l'entreprise. Certaines branches où prévalent les petites structures telles que les commerces de détail et les soins aux particuliers ne sont pas immédiatement tournées vers l'usage d'Internet, à la différence de secteurs dominés par de grandes entreprises comme la finance et l'assurance. Il est ressorti des enquêtes

menées auprès des ménages que la place d'un pays au palmarès de la pénétration d'Internet changeait lorsque le critère d'appréciation passait du ménage aux individus disposant d'un accès dans un lieu quelconque. À cette aune, au lieu d'être dans le peloton de tête comme pour l'accès des ménages à Internet, les États-Unis passent derrière les pays scandinaves et le Canada.

Figure 2. **Ménages ayant accès à un ordinateur domestique, 2000-2002**  
En pourcentage de l'ensemble des ménages



1. Pour 2002, les données de l'Enquête communautaire sur l'utilisation des TIC dans les ménages concernent le premier trimestre. 2. Mars 2001-avril 2002 (année budgétaire) au lieu de 2001. 3. Juillet 2000-juin 2001. 4. Ménages des zones urbaines seulement.

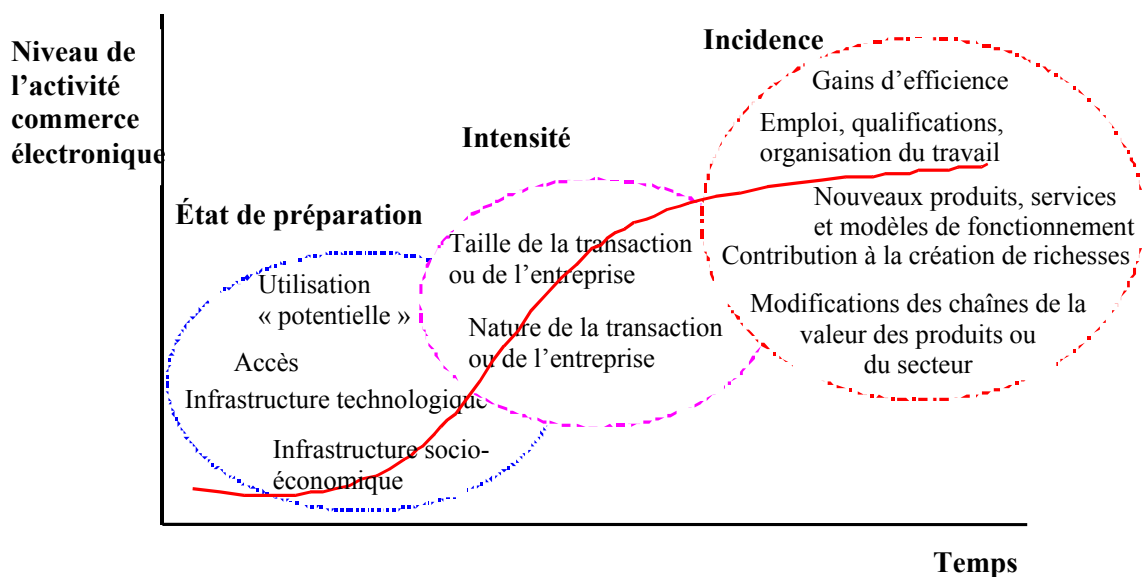
Source : OCDE, base de données des TIC et Eurostat, *Enquête communautaire de 2002 sur l'utilisation des TIC dans les ménages*, juin 2003.

## Définition et mesure du commerce électronique

9. La Conférence ministérielle de l'OCDE sur le commerce électronique qui s'est tenue en 1998 à Ottawa a recommandé « d'entreprendre des travaux en vue d'élaborer une méthodologie statistique et des outils pour mesurer le commerce électronique. » Le Groupe de travail s'est attelé à cette question alors que les pouvoirs publics et les médias s'intéressaient de plus en plus au commerce électronique. Un Groupe d'experts sur la définition et la mesure du commerce électronique a été créé avec pour mission d'axer ses travaux sur trois aspects étroitement liés de ce problème : élaborer un cadre regroupant les besoins et priorités des utilisateurs, travailler à des définitions et s'intéresser aux mesures statistiques.

10. Les besoins des utilisateurs ont été rationalisés sous la forme d'un modèle privilégiant trois groupes élémentaires d'indicateurs indispensables du point de vue de l'action publique : l'état de préparation, l'intensité et l'incidence (figure 3). Il est apparu clairement que les autorités publiques avaient des besoins souvent très larges car elles souhaitaient appréhender l'impact du commerce électronique dans l'ensemble de l'économie et des processus d'entreprise. D'un autre côté, elles ont besoin de données à un niveau très fin, mesurant différents segments du commerce électronique, car les moteurs, les solutions techniques, leur incidence et leurs répercussions sur l'action publique peuvent varier.

**Figure 3. Traduction des besoins des autorités publiques en indicateurs du commerce électronique**



Source : OCDE (1999), *La définition et la mesure du commerce électronique. Rapport sur l'état de la question* (original Industrie Canada).

11. Au vu du besoin patent d'aboutir à plus d'une définition de ce que sont les transactions électroniques, le Groupe d'experts en a établi une plus étroite recouvrant le commerce électronique effectué via Internet seulement, et une plus large englobant tous les réseaux informatisés et donc, par exemple, l'EDI. Ces définitions ont été validées en avril 2000 et les principes de leur interprétation établis en 2001.

12. Après avoir créé des définitions opérationnelles du commerce électronique et des processus pour lesquels des indicateurs pourraient être requis, le GTISI a pu ensuite s'intéresser à la panoplie des indicateurs nécessaires. En se fondant sur les expériences nationales, la disponibilité des données et la cohérence méthodologique ainsi que sur les contributions du groupe de travail chargé de l'action publique correspondante (le Groupe de travail sur l'économie de l'information), il a établi une liste d'indicateurs prioritaires du commerce électronique. Ces derniers ont constitué la base d'un exercice initial de compilation de données de l'OCDE publié en 2002<sup>3</sup>. Ce recueil initial a révélé qu'en termes de valeur, le commerce électronique (entre entreprises et particuliers) était encore dans les limbes (tableau 1), même si à l'évidence nombreux étaient ceux qui faisaient l'expérience (figure 4) d'acheter des biens en ligne.

<sup>3</sup>

*Measuring the Information Economy 2002*, (OCDE, 2002).

**Tableau 1. Estimations officielles des transactions Internet et des transactions commerciales électroniques<sup>1</sup>, 2001 ou dernière année disponible**

Pourcentage de l'ensemble des ventes ou du chiffre d'affaires

	Large																										
Secteur des entreprises		<table><tr><td>0.5% Canada</td><td></td></tr><tr><td>0.7% Australie (2000-01)</td><td></td></tr><tr><td>0.3% Nouvelle-Zélande(2000-01)</td><td></td></tr></table>	0.5% Canada		0.7% Australie (2000-01)		0.3% Nouvelle-Zélande(2000-01)																				
0.5% Canada																											
0.7% Australie (2000-01)																											
0.3% Nouvelle-Zélande(2000-01)																											
Secteur des entreprises (hors secteur financier)		<table><tr><td>2.0% Norvège</td><td>10.0% Norvège</td></tr><tr><td>0.7% République tchèque</td><td>3.3% République tchèque</td></tr><tr><td>1.0% Danemark</td><td>6.6% Danemark</td></tr><tr><td>1.0% Allemagne<sup>3</sup></td><td>4.7% Allemagne<sup>3</sup></td></tr><tr><td>0.5% Grèce <sup>3</sup></td><td>0.8% Grèce <sup>3</sup></td></tr><tr><td>0.3% Espagne</td><td>2.6% Espagne<sup>3</sup></td></tr><tr><td>3.8% Ireland<sup>3</sup></td><td>15.1% Ireland<sup>3</sup></td></tr><tr><td>0.3% Italie<sup>3</sup></td><td>2.6% Italie<sup>3</sup></td></tr><tr><td>0.4% Luxembourg <sup>3</sup></td><td>3.4% Luxembourg <sup>3</sup></td></tr><tr><td>2.2% Autriche<sup>3</sup></td><td>8.2% Autriche<sup>3</sup></td></tr><tr><td>1.1% Finlande<sup>3</sup></td><td>11.5% Finlande<sup>3</sup></td></tr><tr><td>2.1% Suède <sup>3</sup></td><td>9.5% Suède <sup>3</sup></td></tr></table>	2.0% Norvège	10.0% Norvège	0.7% République tchèque	3.3% République tchèque	1.0% Danemark	6.6% Danemark	1.0% Allemagne <sup>3</sup>	4.7% Allemagne <sup>3</sup>	0.5% Grèce <sup>3</sup>	0.8% Grèce <sup>3</sup>	0.3% Espagne	2.6% Espagne <sup>3</sup>	3.8% Ireland <sup>3</sup>	15.1% Ireland <sup>3</sup>	0.3% Italie <sup>3</sup>	2.6% Italie <sup>3</sup>	0.4% Luxembourg <sup>3</sup>	3.4% Luxembourg <sup>3</sup>	2.2% Autriche <sup>3</sup>	8.2% Autriche <sup>3</sup>	1.1% Finlande <sup>3</sup>	11.5% Finlande <sup>3</sup>	2.1% Suède <sup>3</sup>	9.5% Suède <sup>3</sup>	
2.0% Norvège	10.0% Norvège																										
0.7% République tchèque	3.3% République tchèque																										
1.0% Danemark	6.6% Danemark																										
1.0% Allemagne <sup>3</sup>	4.7% Allemagne <sup>3</sup>																										
0.5% Grèce <sup>3</sup>	0.8% Grèce <sup>3</sup>																										
0.3% Espagne	2.6% Espagne <sup>3</sup>																										
3.8% Ireland <sup>3</sup>	15.1% Ireland <sup>3</sup>																										
0.3% Italie <sup>3</sup>	2.6% Italie <sup>3</sup>																										
0.4% Luxembourg <sup>3</sup>	3.4% Luxembourg <sup>3</sup>																										
2.2% Autriche <sup>3</sup>	8.2% Autriche <sup>3</sup>																										
1.1% Finlande <sup>3</sup>	11.5% Finlande <sup>3</sup>																										
2.1% Suède <sup>3</sup>	9.5% Suède <sup>3</sup>																										
Secteur de détail		<table><tr><td>0.6% Canada</td><td>1.50% (États-Unis, 1<sup>er</sup> trimestre 2003)</td></tr><tr><td>0.4% Australie (2000-01)</td><td>1.65% (États-Unis, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002)</td></tr><tr><td></td><td>1.31% (États-Unis, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001)</td></tr><tr><td></td><td>1.17% (États-Unis, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000)</td></tr></table>	0.6% Canada	1.50% (États-Unis, 1 <sup>er</sup> trimestre 2003)	0.4% Australie (2000-01)	1.65% (États-Unis, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2002)		1.31% (États-Unis, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2001)		1.17% (États-Unis, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2000)																	
0.6% Canada	1.50% (États-Unis, 1 <sup>er</sup> trimestre 2003)																										
0.4% Australie (2000-01)	1.65% (États-Unis, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2002)																										
	1.31% (États-Unis, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2001)																										
	1.17% (États-Unis, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2000)																										
	Étroit	Commerce Internet, c'est-à-dire ventes via Internet	Commerce électronique, c'est-à-dire ventes via tout réseau informatisé																								
			Large																								

1. Pour davantage d'information sur ces définitions, voir *Measuring the Information Economy*, OCDE, 2002, disponible sous forme électronique à l'adresse [www.oecd.org/sti/measuring-infoeconomy](http://www.oecd.org/sti/measuring-infoeconomy).

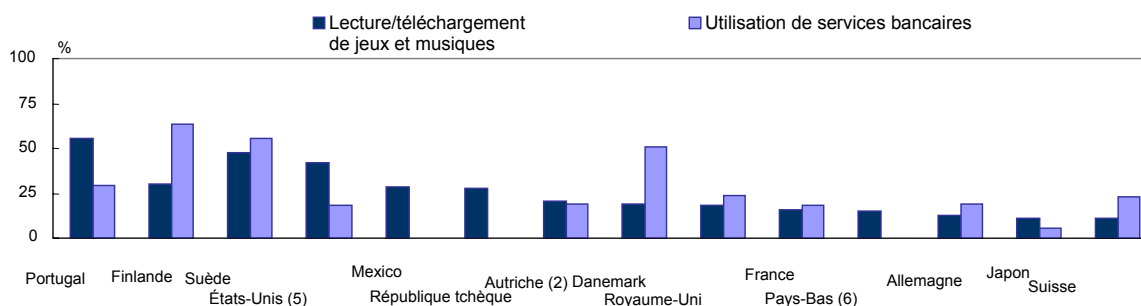
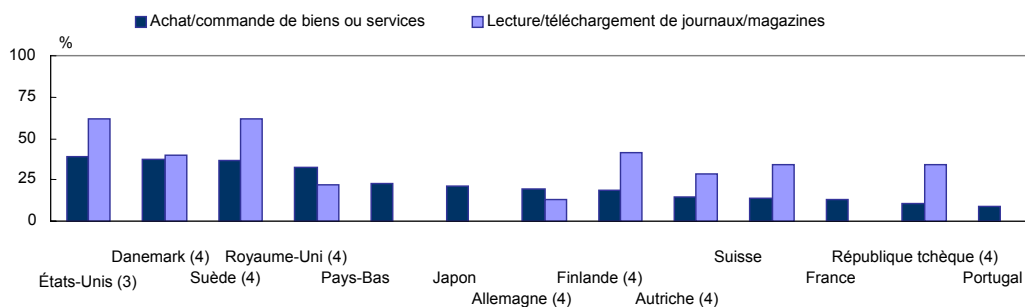
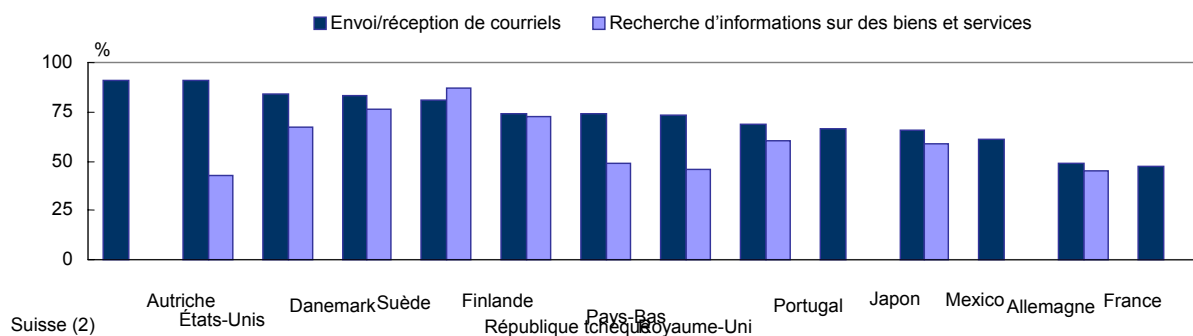
2. Les données concernant la Nouvelle-Zélande excluent les services de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, et n'englobent que les entreprises d'au moins six salariés (équivalent temps plein) dont le chiffre d'affaires est au moins égal à 30 000 NZD.

3. Dans les pays européens, sauf en Norvège, seules les entreprises de 10 salariés au moins sont incluses. Les données concernant ces pays proviennent de l'enquête communautaire d'Eurostat sur l'utilisation des TIC dans les entreprises et excluent les activités économiques NACE E (production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau), F (construction) et J (intermédiation financière).

Source : OCDE, base de données des TIC et Eurostat, *Enquête communautaire de 2002 sur l'utilisation des TIC dans les entreprises*, mai 2003.



**Figure 4. Utilisation d'Internet selon le type d'activité, 2002 ou dernière année disponible<sup>1</sup>**  
Pourcentage d'internautes



1. 2001 pour les États-Unis, la France, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse. Début 2002 pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, le Royaume-Uni, la Suède, et 2002 pour le Japon.
2. Envoi seulement de courriels, au lieu d'envoi/réception.
3. Les lectures et téléchargements de journaux incluent aussi les films.
4. Les achats et commandes de biens ou services excluent les actions et les services financiers.
5. Utilisation de jeux au lieu de téléchargement de jeux et musiques.
6. Téléchargement de musiques seulement, au lieu de jeux et musiques.

Source : OCDE, base de données des TIC et Eurostat, *Enquête communautaire de 2002 sur l'utilisation des TIC dans les ménages*, juin 2003.

13. L'apparition d'estimations officielles du commerce électronique a fortement contribué au retour à un certain réalisme sur le sujet. Si le commerce électronique était en croissance rapide, il était clair que les estimations officielles étaient nettement moindres que les données produites par des cabinets de recherche du secteur privé. Le commerce électronique n'était pas un phénomène susceptible de transformer l'ensemble de l'économie dans un court laps de temps (cinq ans), et les responsables de l'action publique n'étaient pas soumis à une pression leur imposant de prendre rapidement des décisions. Le caractère essentiel de certaines questions de la fin des années quatre-vingt- telles que la crainte d'une perte de recettes fiscales résultant de l'émergence d'un marché « mondial » hyper-efficient à la recherche de l'implantation géographique la moins coûteuse, jusque dans le cyberspace peut-être, n'a pas été corroboré par les données. Les forces du marché ont réaffirmé la réalité de l'importance des éléments fondamentaux que sont la mise à disposition des produits, le service après-vente, et l'importance d'un contact concret. Cela dit, les données ont révélé que, sans peut-être annoncer l'économie sans friction prédite par certains, le commerce électronique était une technologie porteuse de perturbations pour les secteurs aux produits en grande partie incorporels ou aux activités d'intermédiation importantes : la musique, les jeux de hasard, les voyages, l'achat et la vente de valeurs boursières, sont des activités qui ont été transformées à tout jamais.

### **De nouveaux déterminants de la croissance ?**

14. L'évolution de la société de l'information a vu les centres d'intérêt s'étendre de la sphère microéconomique à la sphère macroéconomique, des Ministres de l'Industrie ou des Sciences aux Ministres des Finances et aux gouverneurs de banques centrales. Ce point est devenu évident lors de la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE de 1999. Les ministres y ont débattu du fait de savoir si de nouveaux déterminants de la croissance tels que les TIC pouvaient expliquer les divergences que l'on avait observées dans les tendances de la croissance des pays Membres au cours des années quatre-vingt dix. Ils ont demandé à l'OCDE d'analyser ces écarts en prêtant une attention particulière à « ...la rapidité de l'innovation technologique, l'impact croissant de la société du savoir et [...] l'amélioration des conditions-cadres pour favoriser le démarrage et la croissance de nouvelles entreprises. » En bref, une « nouvelle économie » se profilait-elle ?

15. L'OCDE, au cours des deux années suivantes, a mené des travaux intensifs pour explorer cette question. Au cours de cette période, le projet a grandement tiré parti des travaux qui avaient été lancés antérieurement dans différents domaines statistiques, dont l'amélioration de la mesure des améliorations de la qualité des produits subissant des évolutions technologiques telles que les TIC (indices de prix hédonistes), un manuel sur la mesure de la productivité et l'amélioration de la principale base de données de l'OCDE pour l'analyse de la productivité (base de données STAN pour l'analyse structurelle), ainsi que les travaux sur la production et l'utilisation des TIC et des applications telles que le commerce électronique.

16. Le rapport aux Ministres intitulé *La nouvelle économie – Mythe ou réalité ?* a été rendu en mai 2001<sup>4</sup>. Le projet a conclu qu'aucun facteur isolé ne pouvait susciter de manière indépendante une croissance supérieure, et que c'était plutôt l'interaction de tout un ensemble d'événements et de conditions qui avait conduit certains pays à afficher de meilleures performances que d'autres. En ce sens, une panoplie exhaustive et coordonnée d'actions est nécessaire pour créer les conditions propices aux évolutions et à l'innovation futures. Cela étant, nombre de ces facteurs, comme par exemple une politique monétaire et budgétaire saine ou des marchés du travail en bon état de marche, ont été identifiés depuis déjà un certain temps. La nouveauté du constat a été le rôle important de la technologie et notamment des TIC au niveau macroéconomique. Cette conclusion s'est appuyée sur différents rapports de l'OCDE pris en compte dans l'étude<sup>5</sup>. Grâce aux améliorations apportées aux séries de données officielles et au travail méthodologique entrepris par différents groupes de travail de l'OCDE, d'autres études menées en tant que suites du Projet sur la croissance ont pu analyser l'impact des TIC sur la croissance avec un degré relativement élevé de comparabilité internationale, et commencer à éclaircir le panorama des différences entre les pays quant à la part de la croissance imputable aux TIC<sup>6</sup>.

### ***Mesurer l'impact des TIC au niveau global***

17. Les travaux de l'OCDE ont isolé trois modalités par lesquelles les TIC influencent la croissance économique et les performances des entreprises. L'**accroissement du capital** par l'investissement dans les TIC est important pour la croissance économique. Il établit l'infrastructure d'utilisation des TIC (les réseaux des TIC) et fournit aux entreprises des matériels de production et des logiciels. Les investissements dans les TIC faits par les pays de l'OCDE sont passés de moins de 15 % de l'investissement non résidentiel total au début des années quatre-vingt à une fourchette comprise entre 15 et 30 % en 2001. Comme l'investissement vient s'ajouter au capital disponible pour les travailleurs, il contribue à la croissance de la productivité du travail. Les estimations de l'OCDE montrent qu'il a habituellement représenté entre 0,3 et 0,8 point de pourcentage de la croissance du PIB et de la productivité du travail au cours de la période 1995-2001 (figure 5). Les États-Unis, l'Australie, les Pays-Bas et le Canada ont bénéficié de la contribution la plus forte ; le Japon et le Royaume-Uni en ont une plus modeste, et l'Allemagne, la France et l'Italie une beaucoup plus réduite. L'investissement logiciel a représenté jusqu'à un tiers de la contribution globale des investissements des TIC.

---

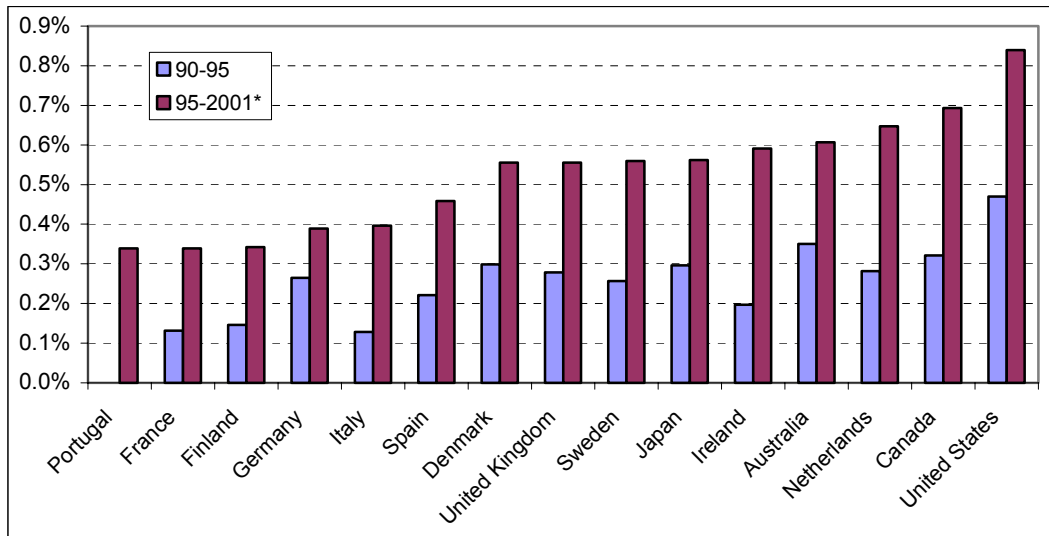
<sup>4</sup> *La nouvelle économie – Mythe ou réalité ? – Le rapport de l'OCDE sur la croissance* (OCDE, 2001).

<sup>5</sup> Colecchia, A et P. Schreyer (2001), « *The Impact of Information and Communication Technology on Output Growth: Issues and Preliminary Findings* », Documents de travail de la DSTI de l'OCDE ; Pilat, D. et Frank Lee (2001), « *Productivity Growth in ICT-Producing and ICT-Using Industries: A Source of Growth Differentials in the OCDE?* », Documents de travail de la DSTI de l'OCDE [2001/4] ; Schreyer, P (2000), « *The Contribution of Information and Communication Technology to Output Growth: A Study of the G7 Countries* », Documents de travail de la DSTI de l'OCDE [2000/2].

<sup>6</sup> L'étude *Les TIC et la croissance économique – Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE* (OCDE, 2003) a constitué un élément essentiel du rapport *Mettre les TIC à profit dans une économie numérique* (OCDE, 2003) présenté à la Réunion 2003 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres.

**Figure 5. Contribution des investissements dans les TIC à la croissance du PIB**

Contribution en pourcentage à la croissance annuelle moyenne du PIB, ensemble de l'économie

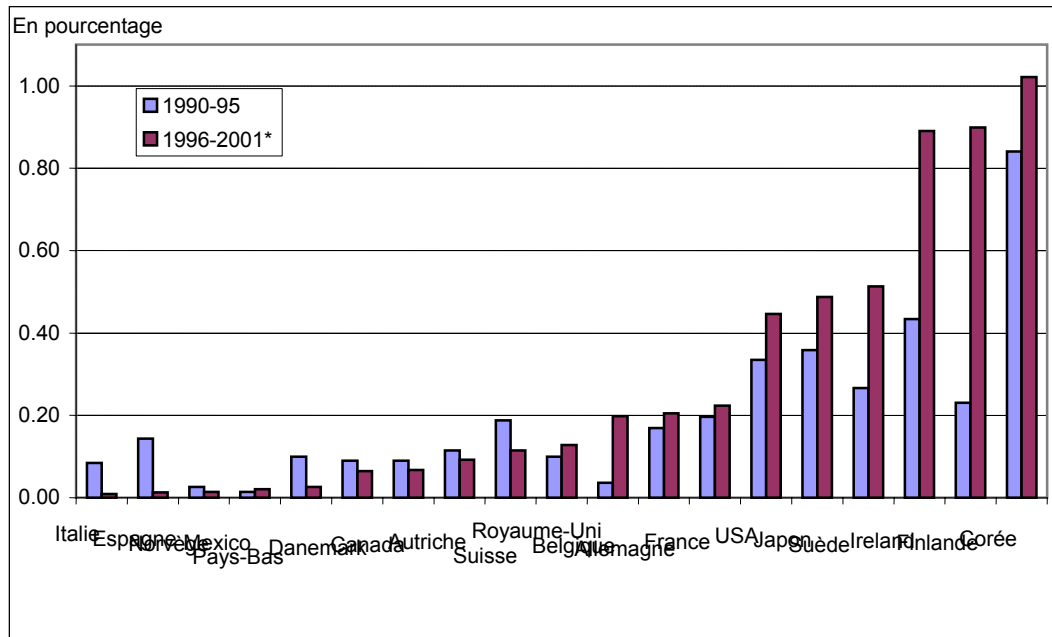


\* Ou dernière année disponible, c'est-à-dire 1995-2000 pour le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède.

Source : OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique – Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*.

18. La deuxième incidence économique importante des TIC est liée à l'existence d'un secteur **produisant des biens et services des TIC** (figure 6). La présence d'un tel secteur est importante pour la croissance car la fabrication de TIC s'est accompagnée d'un progrès technologique rapide et d'une demande très forte. Le secteur a donc connu un essor très rapide, contribuant largement à la croissance économique globale, à l'emploi et aux exportations. En outre, les entreprises qui souhaitent utiliser la technologie peuvent être aidées par un secteur des TIC fort car la proximité d'entreprises productrices de TIC peut comporter des avantages lorsqu'on développe des applications des TIC à des fins particulières. L'existence d'un secteur producteur de TIC peut ainsi étayer la croissance, même si des travaux de l'OCDE ont montré qu'il ne s'agissait pas là d'un préalable à l'exploitation des avantages de la technologie.

**Figure 6. Contribution de la fabrication de TIC à la croissance globale de productivité du travail**  
Contribution à la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail, en pourcentage



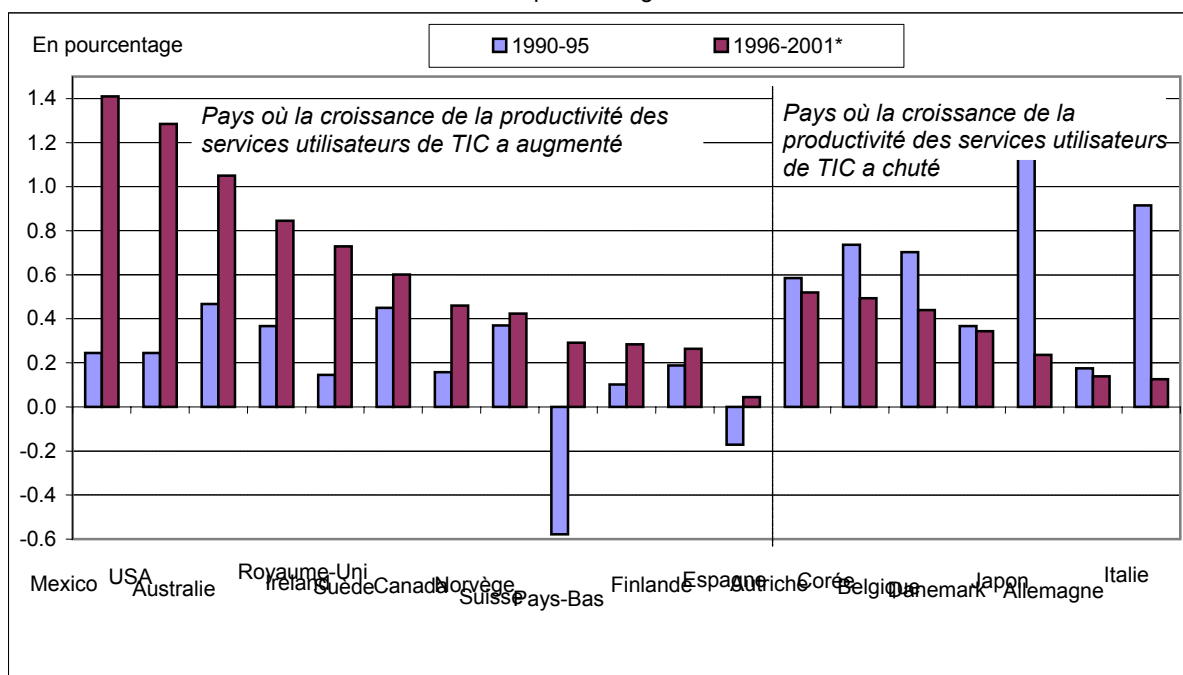
Note : 1991-95 pour l'Allemagne ; 1992-95 pour la France et l'Italie ; 1993-95 pour la Corée ; 1996-98 pour la Suède , 1996-99 pour la Corée et l'Espagne ; 1996-2000 pour l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Irlande, le Japon, le Mexique, la Norvège et la Suisse.

Source : OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique – Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*.

19. La troisième incidence des TIC, qui est la plus importante, et se fait sentir au niveau global, est l'**utilisation des TIC**. Plusieurs études ont examiné les performances des secteurs de l'économie qui utilisent les TIC de façon intensive (figure 7). Nombre d'entre eux appartiennent au secteur des services ; il s'agit par exemple d'activités telles que la finance, les services aux entreprises et la distribution. Dans certains pays, notamment aux États-Unis et en Australie, les faits montrent que ce sont les secteurs qui ont le plus investi dans les TIC, comme le commerce de gros et le commerce de détail, qui ont connu une augmentation de l'efficacité globale de l'utilisation du travail et du capital, c'est-à-dire une meilleure croissance de leur productivité multifactorielle. Ce résultat peut être imputable au fait que ces secteurs ont bénéficié de gains de productivité liés à l'utilisation de TIC au-delà des gains de productivité du travail qu'ils ont obtenus de leurs investissements dans les TIC, en raison par exemple d'effets réticulaires.

**Figure 7. Les services utilisateurs de TIC ont connu une plus forte croissance de la productivité dans certains pays**

Contribution des services utilisateurs de TIC à la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail, en pourcentage



*Note* : les services utilisateurs de TIC englobent le commerce de gros et de détail, les services financiers, les assurances et les services aux entreprises.

*Source* : OCDE.

20. Les trois incidences des TIC que nous venons de détailler contribuent toutes, quoique à des niveaux différents, aux performances globales de la productivité. Par exemple, la croissance de la productivité aux États-Unis, l'un des principaux exemples de progrès de la croissance et de la productivité engendrés par les TIC, est restée solide durant le récent ralentissement économique. La croissance de la productivité en Australie et au Canada, deux pays caractérisés par une croissance fortement imputable aux TIC, a aussi été forte ces dernières années. Cependant, de telles répercussions ne sont pas visibles dans tous les pays, ce qui indique que les atouts des TIC ne se sont pas traduits partout de manière identique.

21. Les avantages économiques des TIC les plus importants s'observent habituellement dans les pays où la diffusion des TIC est forte. Les données de l'OCDE montrent que les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les pays scandinaves et les Pays-Bas ont les taux les plus élevés de diffusion des TIC. De nombreux autres pays de l'OCDE sont en retard de ce point de vue et peuvent davantage progresser en matière d'adoption des TIC. Mais l'existence des matériels ou des réseaux ne suffit pas à produire les avantages économiques. D'autres facteurs, tels que l'environnement réglementaire, la disponibilité des compétences utiles, l'aptitude aux changements organisationnels ainsi que la force des innovations corollaires des applications des TIC, ont un impact sur la capacité des entreprises de rendre les TIC efficaces et de les mettre à profit. Par conséquent, des pays affichant le même taux de diffusion des TIC ne voient pas toujours ces dernières influencer de manière similaire leurs performances économiques.

22. Ce travail a fait partie des premières études qui ont montré, pour un panel des pays de l'OCDE, que l'investissement dans les TIC était associé à la croissance et à des gains de productivité.

L'impact des TIC n'a pas été un phénomène exclusivement américain. De même, ces gains ne se sont pas limités aux économies dotées d'un secteur producteur de TIC, mais plutôt aux pays qui ont fait également un usage actif des TIC. Les gains de productivité s'y constatent de façon prédominante dans les industries de services, alors que nombreux avaient été les analystes à penser qu'une grande partie du secteur tertiaire était incapable de gains de productivité significatifs. Néanmoins, de nombreuses questions sont restées sans réponse, et notamment celle de savoir pourquoi les TIC semblaient avoir un impact plus grand dans certains pays que dans d'autres. Pour y répondre, il était nécessaire de se pencher sur les entreprises elles-mêmes et d'analyser l'interaction entre l'investissement dans les TIC et différents autres facteurs tels que les compétences des usagers des TIC, la réorganisation des entreprises dans le but de tirer pleinement parti du potentiel des TIC et la « co-invention » qui se produit lorsque l'impact des TIC se propage dans l'ensemble de l'entreprise et suscite d'autres innovations.

### ***L'impact des TIC au niveau de l'entreprise***

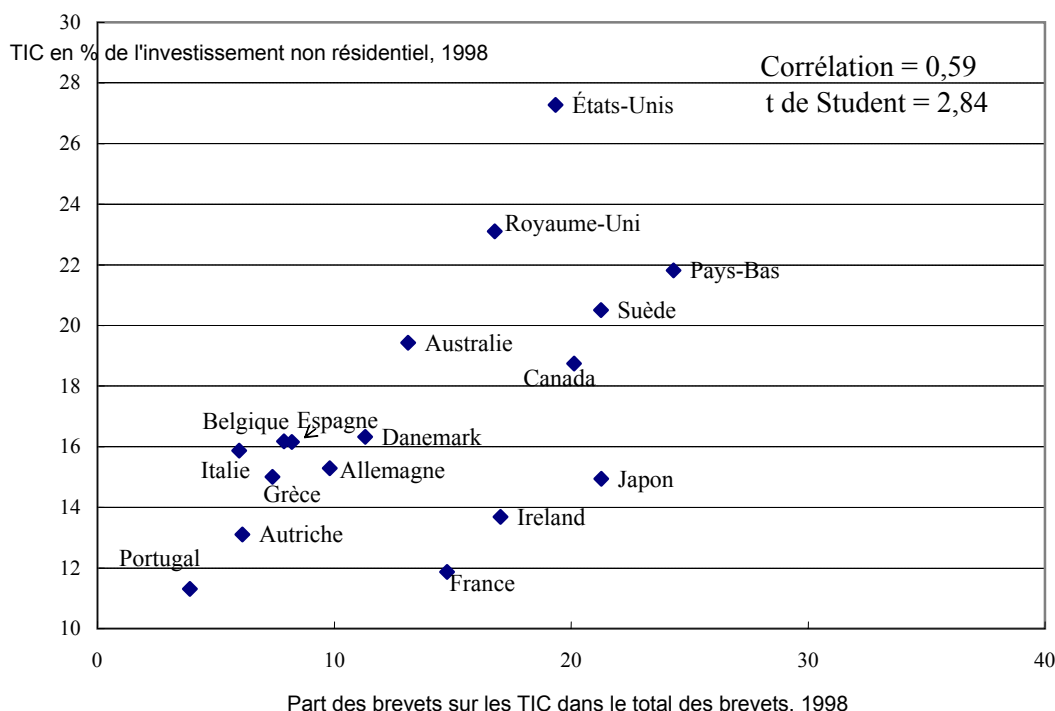
23. Un consortium de 13 pays de l'OCDE a été constitué pour examiner, grâce à l'utilisation collective de données microéconomiques au niveau des entreprises, les facteurs influant sur les répercussions des TIC qui ne pouvaient être observés au niveau macroéconomique ou sectoriel. Par exemple, le rôle des TIC vis-à-vis de gains de parts de marché ne peut être examiné qu'avec des données au niveau des entreprises ; il en va du même du rôle des changements organisationnels. Ces dernières années, des progrès importants ont été accomplis dans la mise au point des statistiques sur l'utilisation des différentes technologies de l'information et des communications dans l'économie. En outre, de nombreux pays ont développé des bases de données qui fournissent des données détaillées et exhaustives sur les performances des entreprises prises individuellement. La conjugaison de ces deux sources d'information peut contribuer à établir une relation entre les performances des entreprises et leur usage des TIC. Par ailleurs, à condition que ces bases couvrent de larges pans de l'économie, elles peuvent aussi relier les performances des entreprises prises individuellement à celles de l'économie dans son ensemble.

24. Les données empiriques issues de ces études, qui ont maintenant été menées dans de nombreux pays, montrent que les TIC peuvent avoir différentes répercussions. Par exemple, l'usage efficace des TIC peut aider les entreprises à gagner des parts de marché au détriment d'entreprises moins productives, ce qui peut faire progresser la productivité globale. En outre, l'utilisation des TIC peut aider les entreprises à innover, par exemple en les aidant à étendre leur gamme de produits, en personnalisant les services qu'elles offrent, ou en répondant mieux à la demande des clients. En outre, les TIC peuvent contribuer à réduire les inefficacités de l'utilisation du capital du travail, par exemple en diminuant les stocks. Toutes ces contributions sont génératrices d'une croissance de la productivité plus élevée.

25. Les études menées au niveau des entreprises montrent également que l'usage des TIC fait partie d'un éventail de changements beaucoup plus large qui aident les entreprises à améliorer leurs performances. Les répercussions des TIC ne sont pas garanties, mais dépendent d'investissements complémentaires, par exemple dans les compétences adéquates, et de changements organisationnels tels que de nouvelles stratégies, procédures et structures organisationnelles. Les entreprises recourant à ces pratiques ont tendance à gagner des parts de marché et à afficher de plus forts gains de productivité que les autres. L'usage des TIC par les entreprises est aussi étroitement lié à leur capacité d'innovation et d'ajustement à une demande changeante. Les usagers des TIC contribuent souvent à mieux valoriser les investissements consentis par leurs propres expérimentations et innovations, par exemple par l'introduction de nouveaux processus, produits et applications. Sans ce processus de « co-invention », qui se déroule à un rythme souvent moins soutenu que celui de l'innovation technologique, l'impact économique des TIC serait plus limité. Les entreprises qui ont introduit des innovations de processus

dans le passé sont souvent particulièrement aptes à utiliser les TIC. Ce point est particulièrement important dans les services car les TIC aident les entreprises à réinventer leurs processus et à développer de nouvelles applications (figure 8).

**Figure 8. L'investissement dans les TIC s'accompagne d'une innovation rapide dans les TIC**



Source : investissements TIC tirés de la figure 4 ; brevets TIC tirés de la base de données de l'OCDE sur les brevets.

26. Les données disponibles au niveau des entreprises montrent également que les TIC ne sont pas la panacée. Les entreprises peuvent tout à fait surinvestir dans les TIC, soit parce qu'elles tentent de compenser une pénurie de compétences ou de répondre à la pression concurrentielle, soit parce qu'une stratégie claire vis-à-vis du marché leur fait défaut. Par ailleurs, il faut du temps pour s'adapter aux TIC, par exemple pour modifier l'organisation et former les salariés. Les entreprises qui ont adopté des technologies de réseau il y a plusieurs années, notamment lorsque ce sont de grandes entreprises, sont souvent déjà capables de faire fonctionner la technologie, cependant que des entreprises qui les ont adoptées plus récemment sont encore en train d'adapter leur organisation, leur gestion ou leurs compétences. Les données disponibles pour le Royaume-Uni montrent que parmi les entreprises qui avaient déjà adopté des TIC en 1995 ou auparavant, plus de la moitié ont effectué des achats par des réseaux électroniques en 2000, contre moins de 20 % des entreprises n'ayant adopté des TIC qu'en 2000.

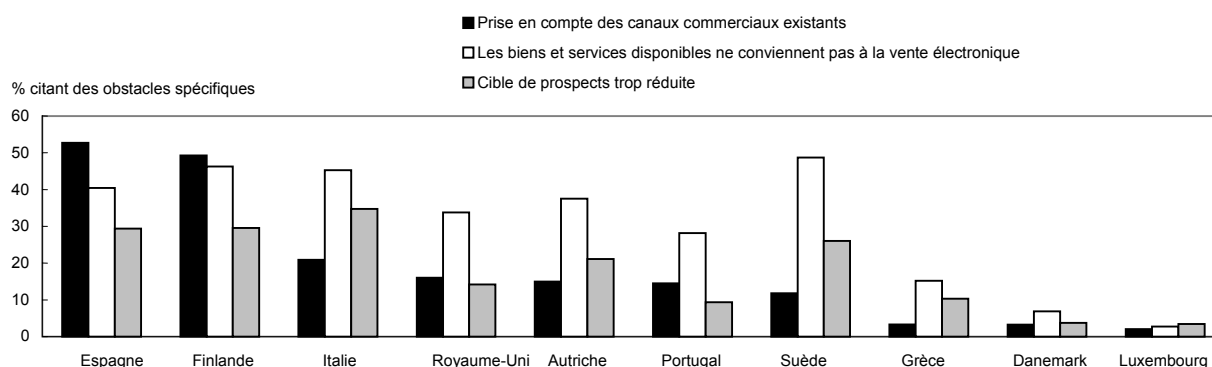
27. Les données étudiées au niveau des entreprises dessinent également des écarts importants selon le pays dans l'utilisation des TIC par les entreprises (figure 9). Par exemple, les entreprises nouvelles des entreprises semblent se frotter davantage aux TIC et aux modèles de gestion associés que celles d'autres pays de l'OCDE ; elles commencent à une échelle plus réduite que les entreprises européennes mais croissent beaucoup plus vite et rentabilisent davantage leurs investissements dans les TIC lorsqu'ils réussissent. Ce résultat peut être lié à une aversion au risque plus faible aux États-Unis, dont le système financier offre davantage de débouchés aux entrepreneurs innovateurs en



matière de financement des risques. La faiblesse des obligations réglementaires peut permettre aux entreprises américaines de démarrer à petite échelle, de faire des expériences, de tester les marchés et leur mode d'activité, et en cas de succès, de croître rapidement. En outre, en cas d'échec, les coûts de ce dernier sont relativement limités. À l'inverse, les entreprises d'autres pays de l'OCDE sont souvent confrontées à des frais d'entrée et de sortie élevés. Dans une période d'évolution technologique rapide, la plus grande ampleur du champ d'expérimentation peut permettre une émergence plus rapide d'idées nouvelles et d'innovations, et accélérer la diffusion des technologies.

**Figure 9. Conditions du marché touchant le commerce des entreprises sur Internet**

Pourcentage d'entreprises utilisant un ordinateur, de 10 salariés au moins, citant des obstacles spécifiques, 2000



Source : OCDE (2002), *Measuring the Information Economy*, fondé sur des données Eurostat.

### **Politiques permettant de mettre les TIC à profit**

28. Quelles sont les conséquences pour l'action publique des données empiriques disponibles sur les répercussions économiques des TIC ? La plus importante concerne l'environnement des entreprises. Les pouvoirs publics devraient réduire les frais et obligations réglementaires inutiles imposées aux entreprises, de manière à créer un environnement favorable à l'investissement productif. Cela suppose des politiques permettant aux entreprises de mener des changements organisationnels, renforçant les systèmes de formation générale et professionnelle, encourageant les bonnes pratiques de gestion, et stimulant l'innovation, par exemple sous la forme d'applications nouvelles. En outre, les mesures prises doivent susciter des conditions de marché qui récompensent l'adoption réussie de TIC ; la concurrence est un élément clé de la sélection des entreprises capables de mettre les TIC à profit, de leur éclosion et de leur croissance. Les politiques en faveur de la croissance des services ont aussi leur importance, car les TIC offrent un nouveau potentiel de croissance dans ce secteur, à condition de modifier ou de supprimer les réglementations qui étouffent le changement. De surcroît, il convient de renforcer la concurrence, qui contribue non seulement à abaisser les coûts des produits et des services des TIC, ce qui stimule leur diffusion, mais aussi accentue les pressions que subissent les entreprises dans le sens de l'amélioration de leurs performances et de l'abandon d'attitudes conservatrices.

### **Défis persistants et possibilités nouvelles**

29. Comme c'est souvent le cas pour les travaux qui s'efforcent d'éclairer empiriquement le rôle de nouveaux facteurs tels que les TIC, d'autres questions liées à l'action publique surgissent : par exemple, pourquoi la croissance a-t-elle subitement connu une poussée aux États-Unis à partir de

1995 ? Le taux de croissance économique à long terme a-t-il augmenté ? Pourquoi des pays qui ont eux aussi lourdement investi dans les TIC n'ont-ils pas connu une croissance similaire ? Statistiquement, nombre des défis rencontrés existent en fait depuis un certain temps et ne sont pas seulement méthodologiques par nature. En termes de nouveaux thèmes, au fil de la maturation de la société de l'information, notre aptitude à la mesurer doit aller au-delà de statistiques traduisant l'état de préparation (infrastructure, pénétration micro-informatique, enseignement en ligne), pour aborder l'intensité et la nature des utilisations (temps passé en ligne, composition du trafic, valeur du commerce électronique), ainsi que l'impact de cette technologie sur l'économie et la société (productivité, évolution de la demande de compétences, organisation des entreprises et du travail). De nombreuses études de l'OCDE portant sur l'utilisation des TIC par les entreprises indiquent déjà que cette utilisation approche le seuil de saturation, ce qui rend l'examen de ces questions moins utile. D'un autre côté, nous comprenons mal l'incidence des TIC sur la production des branches de services telles que le commerce de détail, les transports et la santé, où la mesure de la production réelle et de la productivité était loin d'être parfaite avant même la large adoption des TIC.

30. Des travaux antérieurs sur le commerce électronique ont révélé que l'utilisation des TIC par les entreprises allait bien au-delà des transactions entreprises-entreprises ou entreprises-particuliers, qu'il était possible qu'elle ait des répercussions sur des activités non commerciales des entreprises, et que celles-ci réorganisent des activités importantes en raison de la propagation des TIC en leur sein. C'est pourquoi l'OCDE a entamé des travaux visant à définir et mesurer les activités menées sur Internet (gestion des stocks, relations avec la clientèle) de manière à mieux comprendre l'usage des TIC et son impact.

31. Un défi important que l'OCDE n'a pas encore bien relevé est la mesure de l'incidence des TIC, au-delà de l'économie, sur la sphère sociétale et culturelle. Par exemple, des évolutions telles que la messagerie instantanée et les transferts de fichiers poste à poste ont un impact important sur notre façon de communiquer et de partager l'information, en redéfinissant, concrètement, ce que nous considérons comme notre environnement immédiat et, pour les échanges de musiques et d'images vidéo, en remettant en question la protection de la propriété intellectuelle. Il convient d'étendre le champ des investigations sur Internet au-delà du Web, de manière à englober ces outils nouveaux, et de mieux comprendre le rôle d'outils anciens tels que la messagerie électronique, qui reste l'application Internet phare.

32. De manière similaire, il faut explorer les répercussions des TIC sur les interactions entre citoyens et pouvoirs publics, à la fois en termes de gains d'efficacité potentiels pour les services publics et en termes de transparence, de réactivité et d'intrusion de la puissance publique. Les TIC constituant clairement un puissant moteur de libre communication entre les individus, elles nécessitent une transparence et une ouverture supérieures à ce que certains gouvernements sont aujourd'hui disposés à admettre. Mais l'avènement des TIC et d'Internet signifie plus spécifiquement que l'information se déplace plus vite, poussant les systèmes publics à réagir en conséquence et, potentiellement, à décentraliser la prise des décisions. L'évaluation du besoin d'une évolution de cette nature et de sa mise en œuvre optimale nécessitera de nouveaux outils de mesure.

33. Le capital humain, les qualifications et les marchés du travail sont un autre domaine dans lequel la mesure de l'impact des TIC a besoin de progresser. Les TIC sont à la racine de l'évolution des économies des pays Membres de l'OCDE vers le stade d'« économies fondées sur le savoir », qui suppose le recours à de nombreuses compétences abstraites et analytiques (par opposition à la dextérité manuelle). Jusqu'à un certain point, cet aspect de la société de l'information est à l'origine de la fracture numérique, mais nous avons une idée encore très imparfaite de ce que nous entendons par « avoir une bonne connaissance de l'informatique ». Pour pouvoir suivre l'offre, la demande et les échanges de compétences dans le domaine des TIC, il faut d'abord en effectuer l'inventaire et en avoir une vision homogène.

34. Si cette liste de défis à relever peut sembler décourageante, des progrès ont en fait déjà été accomplis dans nombre de ces domaines. Des chantiers antérieurs – mesurer le commerce électronique, enquêter sur l'utilisation des TIC dans les entreprises – ont été traités en temps utile et avec rigueur. Une bonne part de ces réussites est imputable au partage par les pays d'idées, de techniques, de succès et d'échecs. L'OCDE peut apporter sa pierre à ces échanges en colligeant les « pratiques exemplaires » élaborées ces dernières années et en les rendant aisément accessibles, afin que les pays s'attellant tout juste à ces travaux puissent exploiter la phase d'apprentissage vécue par d'autres.

35. L'« économie de l'information » caractérisée par la production, la diffusion et l'utilisation des TIC et leur contribution à l'activité économique et aux échanges est l'un des aspects de l'« économie fondée sur le savoir » – qui, elle, intègre les investissements dans la connaissance en général, les ressources humaines, la recherche et l'innovation, la technologie et les industries à forte intensité de savoir. Là aussi, les défis statistiques ne manquent pas face au besoin d'étayer l'analyse de l'action publique par des données opportunes et comparables sur le plan international. L'OCDE publie régulièrement des recueils statistiques axés sur les grandes orientations de l'action publique du moment<sup>7</sup>.

36. L'OCDE poursuivra le développement de la panoplie d'indicateurs de la société de l'information dans le cadre de ses préparatifs pour la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information, qui aura lieu à Tunis en novembre 2005. Forte de son expérience d'utilisation de ces données pour mener des analyses et informer les décideurs, l'OCDE est tout à fait prête à contribuer à la formulation d'un ensemble d'indicateurs centraux de référence susceptibles d'orienter la collecte de données. Enfin, l'OCDE continuera de jouer le rôle d'un forum où pays Membres et observateurs peuvent se rencontrer pour échanger des idées, faire apparaître les pratiques exemplaires et formuler des méthodologies standards privilégiées. Ces travaux peuvent être mis à la disposition d'un nombre plus grand de pays par différents biais, dont nos propres efforts de coopération avec les pays non membres et des partenariats réels avec d'autres organisations telles que celles de la famille des Nations Unies. Assurément, l'OCDE peut jouer le rôle fort précieux du courtier qui rapproche des pays désireux d'élaborer des indicateurs de la société de l'information pour partager l'expérience des pays qui ont une expérience concrète établie dans ce domaine.

**Annexe. Lignes directrices de l'OCDE concernant les politiques en matière de société de l'information**

Lignes directrices de l'OCDE régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données de caractère personnel (1980)	Ces lignes directrices définissent les principes élémentaires de la protection de la vie privée et des données personnelles dans le contexte du traitement automatisé de données personnelles.
Lignes directrices de l'OCDE régissant la sécurité des systèmes et réseaux d'information (1992, révisées en 2002)	Ces lignes directrices définissent les principes élémentaires de la protection de la disponibilité, de l'intégrité et de la confidentialité des systèmes d'information. Parmi les principes clés figurent la transparence, la conscience des problèmes, l'éthique, la multidisciplinarité, la proportionnalité, l'intégration, la ponctualité, le réexamen critique et la démocratie.
L'infrastructure mondiale de l'information et de la société mondiale de l'information – Recommandations pour l'action des pouvoirs publics (1997), <a href="http://www.oecd.org/dsti/iccp/gii-gis.htm">www.oecd.org/dsti/iccp/gii-gis.htm</a>	Ce rapport propose des recommandations relatives à l'accès aux infrastructures, aux mesures de sauvegarde de la concurrence nécessaires, ainsi qu'aux applications et aux services fournis par les réseaux (commerce électronique) et à des thèmes connexes tels que les droits de propriété intellectuelle, les mesures de sauvegarde transactionnelle et les contenus multimédias.
Lignes directrices régissant la politique de cryptographique (1997)	Ces lignes directrices fournissent des critères comparables sur le plan international à propos du chiffrement des informations informatisées destiné à protéger les transactions électroniques, les communications et le stockage de données.
Conditions cadres pour l'imposition du commerce électronique (1998)	Accord prévoyant que les principes fiscaux guidant les gouvernements pour les formes classiques de commerce doivent aussi s'appliquer dans le domaine du commerce électronique.
Lignes directrices régissant la protection des consommateurs dans le contexte du commerce électronique (1999)	Ces lignes directrices ont pour but de permettre de : 1) contrôler les conduites commerciales frauduleuses et abusives ; 2) résoudre les différends et établir des mécanismes de dédommagement ; et 3) garantir le respect de la confidentialité des sessions d'achat en ligne des consommateurs.

Source : OCDE.